

le pouvoir aux travailleurs

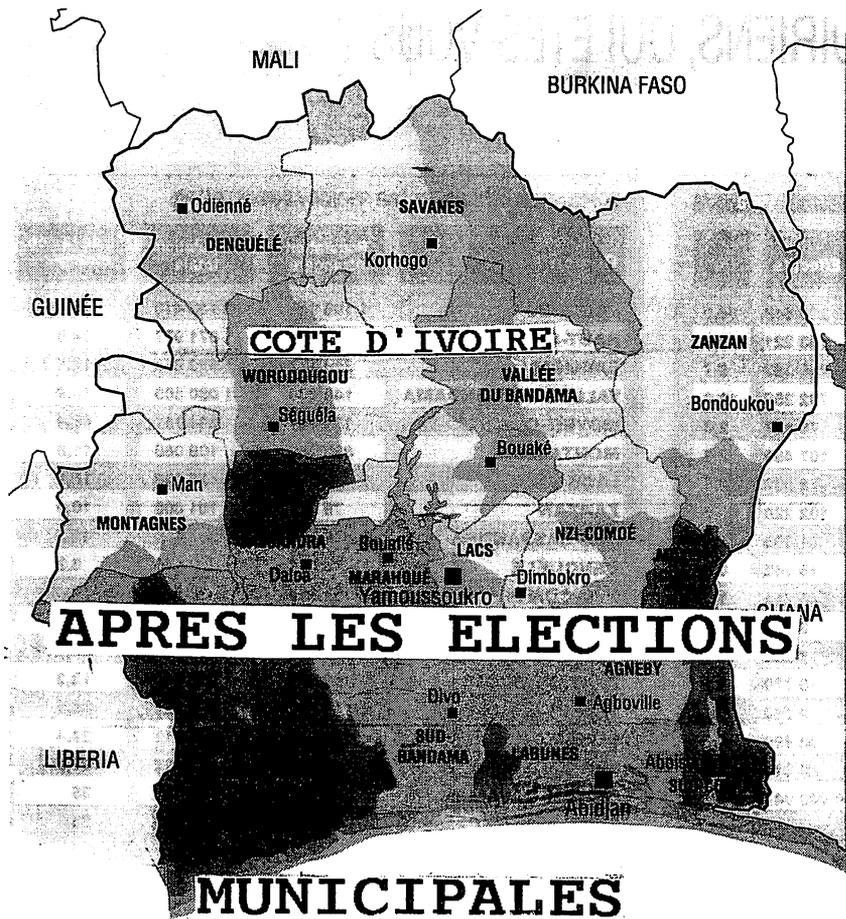
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 8 AVRIL 2001

N° 284 PRIX 4 FF



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4
Côte d'Ivoire:
rencontre Gbagbo-
Ouattarra à Lomé

COTE D'IVOIRE**APRES LES ELECTIONS
MUNICIPALES**

Page 6
Sénégal:
des révélations qui
en disent long sur la
pourriture des diri-
geants

A peine un peu plus d'un million de personnes se sont exprimées sur tout le territoire national, pour désigner les heureux gagnants qui s'engraissent durant quelques années à la tête des communes. Un million d'électeurs pour tout le pays, c'est moins que les seuls habitants d'une commune telle que Abobo. C'est dire que même si le pouvoir en place ainsi que les partis politiques se sont réjouis de la "forte mobilisation" des Ivoiriens, la masse des électeurs a boudé les urnes. C'est ce million de voix que se sont disputés les principaux partis politiques en lice. Le premier arrivé en tête, le RDR, a recueilli 301 mille voix. Ce qui représente 2% de la population vivant dans ce pays.

Page 9
Wade refuse que l'on
juge Habré au Sénégal

Sur la base d'une participation extrêmement faible, c'est donc le RDR qui semble tirer son épingle du jeu dans ces élections municipales, et c'est le FPI qui apparaît comme le grand perdant.

Page 10
Mali: ras le bol du
téléphone qui ne
fonctionne pas

Page 11
Epidémie de méningite
au Sahel

Page 12
Il ya 130 ans, la
commune de Paris

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Pour ce qui est du FPI, ce parti qui est passé pendant longtemps pour incarner l'opposition au système politique du pays, voire pour un parti de gauche - n'est-il pas lié au PS français qui passe pour un parti très à gauche partout dans le monde, sauf en France? -il a battu des records de vitesse pour ce qui est de se déconsidérer. Même l'organe officiel du FPI, "Notre voie" du lendemain des élections, parle de "militants et sympathisants frustrés et déçus" et "qui ont l'impression que, depuis la prise de pouvoir, leur direction s'est coupée d'eux, que des ministres issus de leur parti, ceux avec qui ils battaient le pavé lors des journées de protestation, ont cessé de les considérer comme leurs camarades et sont devenus inaccessibles". Eh oui ! Et on pourrait ajouter que, pour ce qui est de cette fraction de l'électorat populaire qui, sans être militante ni sympathisante, s'est retrouvée dans le FPI alors qu'étant dans l'opposition, il n'était pas associé à la pourriture du régime; eh bien, cette fraction n'a pas tardé à se rendre compte que le FPI au pouvoir ne vaut pas mieux que les autres, y compris pour ce qui est des pires aspects politiques de leurs prédécesseurs.

Quelques dizaines, ou peut-être quelques centaines de notables qui, grâce à la victoire discutable de Gbagbo à l'élection présidentielle, ont accédé à des mangeoires, ont des raisons d'être satisfaits. Mais en dehors d'eux? Qui, des couches populaires, aurait à se réjouir de l'arrivée du FPI au pouvoir? Ni les ouvriers, ni les paysans, ni aucune catégorie de la classe travailleuse n'ont vu leur niveau de vie s'améliorer un tant soit peu. Ils ne peuvent même pas se consoler en se disant qu'au moins, le pouvoir est un peu moins oppressif, et sait tenir ses chiens de garde en uniforme. Jamais la police, l'armée, n'ont été aussi omniprésentes. Jamais les policiers et les militaires n'ont racketté la population pauvre aussi ouvertement et à une aussi grande échelle. Quant à l'ethnisme, non seulement "l'humaniste" Gbagbo n'y a pas mis bon ordre, mais au contraire, il s'en est servi autant et plus que Konan Bédié, couvrant les pires exactions des forces de répression officielles, en y ajoutant de surcroît les exactions de son propre service d'ordre. Il a largement contribué à l'instauration d'un climat exécrationnel qui permet ensuite aux crétins qui veulent passer aux actes les plus barbares, de pouvoir le faire avec le sentiment d'être couverts d'en haut. La population travailleuse de ce pays n'a pas fini de payer pour cette démagogie anti-immigrés, anti-dioula, distillée d'en haut par les chefs des grandes formations, Gbagbo étant aux premières lignes.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la majorité de l'électorat du FPI ait choisi de rester chez elle.

Au total, le FPI a eu non seulement moins de voix que le RDR mais même moins que le PDCI après des décennies de dictature, de concussions, de corruption.

Dans l'électorat des trois partis, c'est probablement celui du RDR qui s'est le plus mobilisé. Il

n'y a rien d'étonnant à ce que cette mobilisation se soit faite, pour une large part, sur une base ethniste. Pour les Dioulas que le régime de Gbagbo, l'armée, la police, les milices du FPI et beaucoup d'imbéciles de la petite bourgeoisie estudiantine, sans parler des voyous, traitent comme des sous-hommes que l'on peut humilier ou tabasser, le vote pour le RDR peut passer, dans une certaine mesure, pour un vote de protestation.

En réalité, ceux des classes populaires, notamment les Dioulas qui ont voté pour le parti de Ouattara, ne tarderont pas à leur tour à être déçus. Leur vote donne certes des arguments à Ouattara pour convaincre les bailleurs de fonds français ou américains de sa représentativité. Lui qui préfère rester prudemment dans sa villa en France pendant que ceux qu'il prétend représenter se font matraquer, dépouiller et à l'occasion des manifestations, arrêter, torturer voire assassiner, finira peut-être par avoir des assurances qu'il peut rentrer au pays, sans prendre des risques. Tant mieux pour lui. Il récupèrera peut-être le siège de député de Kong et recommencer une carrière politique. Il pourrait avoir un rôle utile du point de vue des investisseurs capitalistes et des grandes puissances impérialistes gênés par l'instabilité politique dans laquelle s'enfonce le pays : représenter face à Gbagbo une alternance pour le moment plus crédible que Konan Bédié par exemple. Jouer ce rôle dans un pays comme la Côte d'Ivoire n'est pas forcément un rôle de tout repos : Gbagbo en sait quelque chose du temps où les rôles avaient été inversés, Ouattara au pouvoir et le leader du FPI dans l'opposition (et parfois, en prison).

Mais cet ex-haut fonctionnaire du FMI, cet ex-Premier ministre de Houphouët-Boigny n'est certainement pas un ami des travailleurs, des paysans et des pauvres, pas plus des

Dioulas que des autres. S'il parvenait au pouvoir, il ne serait pas mieux que Gbagbo.

Par ailleurs, malgré les discours officiels, ces élections n'ont évidemment pas effacé les clivages ethniques que chaque clan politique s'efforce depuis des années de propager dans la population.

Il n'y a qu'à voir déjà la réaction de certains Ebriés ou Bétés qui se sont mobilisés dans "leur commune", après la défaite de "leur frère". Mais "frère" ou pas, ceux qui occupent les postes de maire dans les grandes agglomérations, en dehors de servir les possédants, ils

ne songent qu'à s'enrichir au détriment de la collectivité. Leur "fraternité" se manifeste surtout lors des élections pour avoir des voix. Ce n'est quand même pas un hasard si la grande majorité des habitants des villes de la Côte d'Ivoire n'ont ni lotissement, ni électricité, ni eau courante et que le principal souci du maire en place est de racketter les femmes sur les marchés !

Les victimes de l'ethnisme ne sont pas seulement ceux qui font partie de l'ethnie pourchassée, mais aussi, ceux qui sont assez inconscients pour épouser la démagogie ethniste des dirigeants de leur propre ethnie.

COTE D'IVOIRE

LA RENCONTRE GBAGBO-OUATTARA PEUT-ELLE DEBLOQUER LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE?

Sous l'initiative du gouvernement américain, par l'intermédiaire de Koffi Anan, secrétaire général de l'ONU, une petite réunion de réconciliation a eu lieu à Lomé au Togo les 18 et 19 mars dernier entre les deux frères ennemis Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Il y va de l'intérêt des capitalistes.

En effet le climat tant économique que politique que traverse le pays ces dernières années, surtout depuis la chute de Konan Bedié n'est pas du tout propice aux affaires.

L'économie du pays par exemple tourne au ralenti par manque d'argent frais. Depuis 1998, le FMI a suspendu son soutien financier pour cause de "mauvaise gérance" du régime de l'ancien président Konan Bedié. Jusqu'à présent la situation ne s'est pas du tout améliorée. Elle s'empire au contraire. Pour bénéficier de nouveaux prêts financiers, le nouveau régime doit prouver aux bailleurs de fonds internationaux sa capacité de rompre

avec les pratiques et mauvaises habitudes, notamment la corruption; il doit aussi montrer sa capacité d'honorer les échéances extérieures qui s'élèvent pour le moment à 67 milliards de francs français. Pour faire entrer des recettes, le gouvernement de Gbagbo augmente le prix du carburant et multiplie les contrôles fiscaux et douaniers sur les entreprises privées, ce qui n'est pas du goût des patrons.

A ce tableau bien sombre viennent s'ajouter les méfaits des soldats et policiers ivoiriens. Si au temps de Guéi, des soldats armés entraient dans les usines pour extorquer de l'argent aux patrons, cette pratique, bien que moins courante, n'a pas disparu. Ils continuent d'attaquer des sociétés, de braquer des restaurants, semant ainsi l'insécurité dans le pays. Le plus révoltant, c'est que ces militaires et policiers s'attaquent aux pauvres, aux petites gens pour les délester de leurs maigres bourses.

Sur le plan politique, les

violences xénophobes et les affrontements inter-ethniques qui déchirent le pays (officiellement plus de 200 morts) ne sont pas non plus propices à la bonne marche des affaires.

Les étrangers sont toujours l'objet d'une chasse aux sorcières. La gare de Treichville ne désemplit pas de Burkinabés ou Maliens qui rentrent chez eux. La plupart préfèrent quitter le pays par train pour échapper aux rackets, aux insultes et aux humiliations qu'ils subissent aux barrages routiers. Ce sont pour ceux qui y travaillaient, autant de la main d'oeuvre qui s'en va. Ainsi, au port d'Abidjan par exemple, un des poumons de l'économie ivoirienne, on ne voit plus, comme auparavant, beaucoup d'ouvriers Burkinabés ou Maliens en train de charger ou décharger des camions. De même des milliers de ces ouvriers désertent les champs de cacao ou de café.

C'est face à toute cette situation que les capitalistes en particulier américains, pour

sauvegarder leurs intérêts, ont poussé leurs valets à s'entendre pour gouverner. A la rencontre de Lomé, Gbagbo aurait promis à Ouattara de libérer des prisonniers politiques; Ouattara pourrait se présenter aux législatives partielles dans son fief de Kong. En contrepartie il renoncerait à exiger la tenue d'une nouvelle élection présidentielle; ce dernier peut rentrer au pays dans un délai de deux mois.

Cette rencontre pourra-t-elle permettre de calmer la situation en Côte d'Ivoire? En tout cas c'est ce que les bailleurs espèrent pour débloquer les fonds. Les élections municipales qui se sont déroulées dans un calme relatif (comparées aux législatives) constituent selon eux, un test positif allant dans le sens de la reprise de leur aide.

Pour les travailleurs, tant qu'ils mettent leur confiance en ces politiciens, s'ils ne s'organisent pas pour prendre leur destin en mains, leurs conditions de vie et de travail seront loin de s'améliorer.

COTE D'IVOIRE

LA CONFESSION ET LA MENACE DE ROBERT GUÉI

Robert Guéi, l'ancien tombeur de Bedié, qui s'est enfui comme un voleur après avoir tenté un deuxième coup d'Etat, cette fois-ci manqué, contre Gbagbo suite à sa défaite électorale en octobre 2000, passe, parait-il, un séjour paisible dans son village natal de Gouessesso. Il y campe avec une partie des militaires, soldats et officiers, qui l'ont suivi dans sa fuite avec armes et bagages. Jusqu'ici il semble qu'il y ait un accord tacite entre lui et Gbagbo pour qu'aucune poursuite ne soit tentée à son encontre ni à l'encontre de ses proches. Rappelons que Gbagbo lui avait proposé sans conditions "le statut et le rang de chef d'Etat". On apprend par un journal que cinq des militaires qui l'ont rejoints

dans son village natal, et qui sont en principe des déserteurs, reçoivent toujours leurs soldes du ministère de la Défense. Quant aux autres, c'est Guéi lui-même qui les payerait de sa poche. C'est dire que ce général qui avait prétendu "balayer la maison" et mettre fin à la corruption n'a pas quitté le pouvoir les mains vides et qu'il bénéficie de la bienveillance du régime de Gbagbo. Rappelons en passant que les généraux Koulibaly et Palenfo accusés d'avoir tenté un coup de force pro-Ouattara n'ont pas eu, eux, les mêmes égards.

A un journaliste qui est venu lui rendre visite dans son village, Guéi, tout en demandant au nouveau pouvoir de "pardonner" semble

prétendre qu'il a toujours des moyens militaires à sa disposition au cas où il en aurait besoin. "Je n'ai pas besoin de monter une armée!" dit-il. Si je veux brûler la Côte d'Ivoire aujourd'hui, je récupérerai n'importe quelle armée dans la seconde qui suit. On sait par qui il faut passer. Il suffit de préciser les effectifs souhaités..."

S'agit-il là d'un bluff ou d'une menace réelle de la part de cet ex-dictateur galonné ? Le moins qu'on puisse dire c'est que ce sinistre putschiste a plus d'un tour dans son sac pour faire céder une fois de plus et faire monter les enchères auprès du pouvoir qu'il sait être pleutre à l'égard du chef des militaires même déchu qu'il est.

SENEGAL

DES REVELATIONS QUI EN DISENT LONG SUR LA POURRITURE DES DIRIGEANTS POLITIQUES

A l'occasion de la campagne électorale pour les législatives qui auront lieu ce 29 avril, on a pu assister à quelques règlements de compte au sommet, entre les dirigeants du PDS actuellement au pouvoir et ceux du PS, passés dans l'opposition mais néanmoins majoritaires dans l'Assemblée nationale actuelle. Juste au moment du démarrage de la campagne, le gouvernement sénégalais a procédé à l'arrestation de quelques dirigeants et barons du PS, trempés dans des malversations et des détournements de fonds. C'est le cas, notamment, de Mbaye Diouf, ancien patron de la Société Nationale de Chemins de Fer (SNCS). Il est accusé d'avoir vidé les caisses de la régie. Certains dirigeants de la Douane, du Port autonome de Dakar, de la Loterie Nationale, sont aussi poursuivis pour les mêmes raisons. Des audits sont également en cours pour d'autres dirigeants de sociétés d'Etat, comme la Poste, l'IPRES (organisme de retraite). Le secrétaire général du PS, Ousman Tanor Dieng, celui que la presse qualifiait jadis de "Dauphin de Diouf", est lui-même trempé dans une affaire de plusieurs milliards de francs CFA. Il est accusé d'avoir empoché d'énormes pots de vin de la part d'armateurs russes en échange de licences de pêche dans les eaux poissonneuses du Sénégal.

Les dirigeants du PS clament leur innocence en déclarant qu'il

s'agit d'une campagne de "déstabilisation" contre leur parti. L'un d'entre eux a même prétendu qu'il avait lui aussi en sa possession des documents et des preuves à l'encontre de Wade qui aurait également mis la main dans le sac. Du coup, Wade a porté plainte contre lui pour diffamation.

Mais on peut constater que certains notables pourris du PS ont pu échapper aux poursuites judiciaires en sachant retourner leur veste au bon moment. C'est le cas, notamment du patron de la SICAP (Société Immobilière du Cap), un ancien dirigeant du PS qui a récemment rejoint le PDS. Dans un premier temps, une accusation avait été lancée contre lui. Entre-temps, il a rejoint le PDS et comme par miracle il n'est plus accusé. Quant à Abdou Diouf qui en a mis plein les poches, qui a casé les membres de sa famille dans les postes les plus juteux de l'appareil d'Etat et qui leur avait donné par exemple le monopole de l'importation du riz au Sénégal, il coule paisiblement ses jours à Paris, assuré qu'il est par Wade qu'il bénéficiera d'une impunité totale jusqu'à la fin de ses jours.

Ces élections législatives vont être pour bien de politiciens de l'ancien régime une nouvelle occasion de retournement de veste. C'est le cas déjà d'un dirigeant PS de la ville de Tivaouane. Certains, comme l'ex-député-maire PS de

Rufisque (banlieue de Dakar) l'avait fait entre les deux tours de l'élection présidentielle, sentant que Diouf ne serait plus réélu. D'autres plus prudents, l'ont fait après le deuxième tour, une fois le résultat connu.

La suppression du Sénat suite à l'adoption de la nouvelle constitution fait que ceux qui ont été délogés de leur poste de sinécure font tout pour figurer parmi les 120 futurs députés. Mais il faut aussi tenir compte des jeunes loups aux dents longues du PDS qui voudraient profiter des avantages matériels importants attribués au députés, surtout aux 19 d'entre eux qui siégeront au bureau de l'Assemblée. Ils auront le rang et le salaire de ministre, ils bénéficieront d'une dotation mensuelle de 1000 litres de carburant, d'une voiture de fonction avec chauffeur, d'un logement et des employés de maison payés aux frais de l'Etat. Autant dire que ça se bouscule très fort au portillon !

Car ce qui intéresse les partisans de Wade comme ceux de l'ancien pouvoir de Diouf, ce n'est rien d'autre que les privilèges. Si jusqu'ici il n'y a pas eu de scandales financiers impliquant les dirigeants du PDS, c'est tout simplement parce que celui-ci n'est au pouvoir que depuis un an tandis que le PS a dirigé le pays depuis 40 années. Entre les deux partis politiques la différence est infime à tel point que les dirigeants vont d'un parti à l'autre sans problème et avec comme seule préoccupation la poursuite de leur ambition et leur carrière politique.

Alors, ceux parmi les travailleurs qui croient encore que le parti de Wade est celui du "Sopi" ("changement" en langue Wolof) feraient mieux d'ouvrir les yeux et réaliser que ce slogan n'est que pure démagogie et que pour changer vraiment leur sort, les exploités ne peuvent compter que sur leur capacité de se mobiliser et de lutter.

SENEGAL

NOUVEL ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU AVEC LES INDEPENDANTISTES

Le 16 mars dernier, à Ziguinchor, un nouvel accord a été signé entre un émissaire de Wade, le général Mamadou Niang, ministre sénégalais de l'Intérieur et l'abbé Diamacoune Senghor, secrétaire général du Mouvement des forces armées de la Casamance (MFDC) qui lutte pour l'indépendance de cette région.

Les deux parties s'engagent à "consolider le cessez-le-feu décidé le 16 décembre 2000", la "circulation des personnes et des biens", la libération des "prisonniers" et le "déminage" afin de favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées.

Pour N'Krumah Sané, numéro 2 du MFDC, cet accord n'est qu'une manoeuvre du pouvoir à l'approche

des élections législatives du 29 avril: "Comment voulez-vous donner un crédit à un accord arraché à un prisonnier?" (l'abbé Diamacoune vit depuis plusieurs années en résidence surveillée à Ziguinchor).

Une fois de plus, cet accord n'a pas été respecté. Trois véhicules viennent d'être arrêtés le 7 avril à 40 km de Ziguinchor par des membres dissidents du MFDC. Ils ont fait descendre tous les passagers pour les dépouiller de leurs biens.

Le problème de la Casamance constitue un sujet épineux pour Wade. On se souvient de ses déclarations fracassantes à ce sujet lors de sa campagne électorale de l'année dernière. Il prétendait résoudre ce problème en quelques

mois. D'ailleurs, le premier voyage de Wade président a été vers la Guinée-Bissau pour y entamer des tractations officielles et officieuses avec certaines fractions du MFDC. Mais plus le temps passe et plus il s'avère que Wade se révèle aussi incapable de résoudre le conflit casamançais que son prédécesseur Diouf ne l'a été en son temps. Plusieurs accords ont été conclus du temps de Diouf et on s'aperçoit que le résultat est nul puisque les attaques armées reprennent à chaque fois. Il ne suffit pas de se contenter de négocier avec les dirigeants du MFDC ni d'organiser une journée nationale de prière pour la paix en Casamance ni même de montrer à la tribune le numéro 1 du MFDC à la cérémonie officielle célébrant l'anniversaire de l'indépendance du Sénégal. Le sort de la population constituée en majorité de pauvres appelle d'autres solutions urgentes. Car la situation économique et sociale en Casamance, les conditions de vie de cette population, qui n'est pas la plus mal lotie du pays, n'a cessé de se dégrader. Mais il n'y a pas qu'en Casamance que cela va mal. Ce sont

toutes les régions de ce pays qui souffrent des mêmes maux: la misère et le sous-développement pour la majorité pendant qu'une petite minorité de privilégiés se pavane dans un luxe parfois insolent.

Les dirigeants du MFDC sont des menteurs et des criminels puisqu'ils font croire aux victimes de cette situation dans la région que les responsables de leur malheur sont d'autres gens pauvres qui ont fui la misère des régions encore plus défavorisées pour s'installer en Casamance. Aux autochtones, ils font croire aussi que si la Casamance accède à l'indépendance, leurs problèmes seront résolus, ce qui n'est qu'un mensonge éhonté.

Il est indispensable et urgent que les travailleurs et les paysans pauvres de tout le Sénégal trouvent le chemin de leur union et de leur organisation pour construire un autre avenir que celui que leur impose aujourd'hui Wade ou que celui que leur imposeront demain les indépendantistes s'ils réussissaient à se hisser à la tête de cette région.

SENELEC

RETOUR A LA CASE DEPART?

Après avoir été privatisée en mars 1999 par le gouvernement de Diouf, la Sénélec (Société nationale d'électricité) vient d'être renationalisée par le gouvernement de Wade pour cause de non respect des engagements, en attendant d'être offerte à d'autres repreneurs.

La ville de Dakar connaît depuis des années des coupures intempestives d'électricité. C'est soi-disant pour régler définitivement ce problème que Diouf avait cédé la Sénélec, employant près de 1800 salariés, à un consortium regroupant deux sociétés: HydroQuébec et Elvo France. Une grève importante fut organisée par le SUTELEC (Syndicat unique des travailleurs de l'électricité) pour

s'opposer à cette privatisation qui signifiait aussi pour les travailleurs la précarité de leur situation. Elle fut durement réprimée. De nombreux dirigeants syndicalistes furent emprisonnés pour "sabotage", d'autres licenciés.

Mais comme prévue, cette privatisation ne régla aucun des problèmes qu'elle était sensée résoudre. Les délestages et les coupures d'électricité ont continué alors qu'une des conditions de cette privatisation était que la nouvelle société s'engageait à fournir suffisamment de courant et mettre les appareils en bon état de fonctionnement pour qu'il n'y ait plus coupures.

Depuis le début de cette année,

la Sénélec est redevenue provisoirement une entreprise d'Etat. Le gouvernement sénégalais s'est engagé à rembourser 43 milliards de francs CFA au consortium franco-québécois. Il cherche un nouveau partenaire. Mais pour qu'il y ait le moins de vagues possible parmi les employés mécontents, la nouvelle direction de la Sénélec a repris les travailleurs licenciés sous l'ancienne direction. Quant à Mademba Sock, l'ancien dirigeant de Sutelec qui avait dirigé la grève et connu un temps la prison sous Diouf, il a été propulsé

"président du conseil d'administration" de l'Agence sénégalaise de l'électrification rurale. Voilà un qui n'aura plus de problème pour boucler ses fins de mois!

Ce qui est sûr, c'est que si le gouvernement trouve un nouveau repeneur, ce ne sera ni pour produire de l'électricité à bon marché, ni pour résoudre le problème du délestage, ni pour améliorer les conditions de travail et les salaires des employés mais avant tout pour faire des profits.

DAKAR

LE TRANSPORT EN COMMUN URBAIN UN CALVAIRE POUR LES CLASSES LABORIEUSES

Depuis la disparition de la SOTRAC (Société de transport en commun du Cap-Vert) en novembre 1998, le transport collectif à Dakar déjà très largement insuffisant à l'époque, n'a fait que s'empirer alors que dans le même temps la population de l'agglomération de Dakar s'est beaucoup développée. Les voyageurs sont contraints de prendre les "car-rapides", la plupart du temps en piteux état, non assurés. Ceux-ci tombent souvent en panne ou, plus grave, causent des accidents très fréquemment tout comme les taxis dits "clandos".

Depuis le 1er janvier, une nouvelle société de transport en commun à capitaux semi-privés, "Dakar Dem Dick" (Dakar aller-retour) a démarré à grand renfort de publicité. Wade est monté sur l'un de ces bus qui l'a transporté

jusqu'au palais présidentiel. Voilà pour l'anecdote.

Mais cette nouvelle société est loin de répondre aux besoins de la population de Dakar et des environs. Le jour de l'ouverture, son parc ne totalisait que 65 bus, (de plus des véhicules d'occasion) alors que selon le dires du patron lui-même, il en faudrait entre 400 à 500 pour l'agglomération dakaroise. Les dirigeants ont promis que d'ici fin mai ou début juin, ils pourraient mettre un total de 150 véhicules en circulation. Cela ressemble fortement à une promesse électorale du PDS à l'approche des élections législatives du 29 avril prochain. Mais quoiqu'il en soit ce sera encore loin du compte et les travailleurs qui n'ont pas d'autres moyens de transport seront obligés de vivre quotidiennement le calvaire des cars bondés, dangereux et chers.

WADE REFUSE QUE L'ON JUGE HABRE AU SENEGAL

Le verdict est tombé. L'ancien dictateur tchadien Hissein Habré qui coule depuis plusieurs années un exil doré à Dakar ne sera finalement pas jugé par la justice sénégalaise, paraît-il, pour incompétence. Il est donc de nouveau libre. Ironie du

sort, le Sénégal fut le premier pays africain à ratifier, en 1986, la convention internationale contre la torture. Il est également le premier à la fouler aux pieds.

Pourtant, suite à une plainte

déposée par ses victimes et les associations de soutien tant nationales qu'internationales, cette même justice avait inculpé en février 2000, ce dictateur pour "complicité d'actes de tortures" et placé en résidence surveillée.

Selon les chiffres officiels, la dictature de Habré avait fait au Tchad plus de 40 000 morts.

Les victimes et les associations de soutien n'ont pas baissé les bras. Ils ont saisi les autorités belges et espèrent que le bourreau Habré sera extradé vers la Belgique pour y être jugé à nouveau.

Ce n'est pas seulement une question de procédure judiciaire, le fond de cette décision est plutôt

politique. Wade n'avait-il pas déclaré, avant même la décision de la cour de cassation de Dakar, qu'Habré ne serait jamais jugé au Sénégal? Rappelons que c'est le gouvernement français qui avait organisé la fuite de Hissein Habré de Ndjaména. C'est également lui qui avait demandé à Diouf de recevoir ce dictateur déchu. Le pouvoir au Sénégal a changé mais le nouveau président, Abdoulaye Wade continue à obéir aux ordres de Paris.

Aux dernières nouvelles, il vient de donner un délai à son hôte, le bourreau Habré pour quitter le Sénégal. Wade a-t-il reçu un coup de téléphone de l'Elysée? Ou a-t-il décidé de son propre chef de se débarrasser de ce colis humain décidément encombrant?

MALI

RAS LE BOL DU TELEPHONE QUI NE FONCTIONNE PAS

Depuis un certain temps les travailleurs maliens vivant en France en ont marre d'attendre parfois jusqu'à trois heures pour obtenir une communication téléphonique avec la Mali. Ils sont obligés de rester à côté de leur téléphone et essayer des dizaines de fois et peut-être plus pour avoir une ligne libre.

C'est quelque chose d'inadmissible d'être obligés d'attendre des heures surtout qu'à l'autre bout un parent ou un ami compte sur ce coup de fil pour régler en urgence des problèmes. Il faut imaginer que si les communications entre Paris et Bamako posent tant de problèmes, celles à l'intérieur du pays ne doivent pas être différentes. Alors quel calvaire pour donner juste un coup de fil!

Il n'est pas normal qu'à notre époque, à l'ère des satellites et de l'Internet, les communications téléphoniques marchent aussi mal au Mali.

Certes, à l'heure actuelle le Mali s'engage à organiser pour 2002 la Coupe d'Afrique des Nations. Et de ce fait des dizaines de milliards de FCFA sont consacrés à la réalisation des grands travaux. Certaines de ces réalisations seront certainement utiles à la population.

Ce qui est révoltant c'est que les autorités maliennes, avec Konaré en tête, ne mettent pas autant d'ardeur pour améliorer la vie des petites gens. Pourtant la poste, le transport, les écoles, les hôpitaux comme le téléphone sont des réalisations urgentes et indispensables pour les populations maliennes.

EPIDEMIE DE MENINGITE AU SAHEL**UN VRAI DANGER POUR
LES POPULATIONS**

A l'heure actuelle l'épidémie de méningite a commencé à faire des ravages dans quelques pays sahéliens. Selon l'OMS (l'Organisation mondiale de la santé) environ 1600 personnes sont mortes depuis le début de l'année. Cette même organisation estime que le nombre de malades et de victimes va augmenter dans les semaines et les mois à venir et signale la nécessité urgente d'approvisionner ces pays en vaccins anti-méningite.

Pour l'instant le pays le plus touché est le Burkina Faso. Il faudrait pour stopper l'épidémie 7,5 millions de vaccins pour ce pays qui compte 11 millions d'habitants. C'est seulement 2,2 millions de doses de vaccin qui y sont disponibles.

Le cas le plus grave c'est l'Ethiopie. Cela constitue un vrai danger. Selon l'OMS, dans ce pays qui compte environ 60 millions d'habitants, 16% de la population, c'est-à-dire 9,6 millions de personnes sont menacées d'être touchées par l'épidémie. Et devant cette situation c'est révoltant de voir que les grandes puissances, elles qui en ont les moyens ne s'en inquiètent guère.

Déjà, cette épidémie périodique qui est répandue par le vent sahélien, l'harmattan, avait touché 150.000 personnes en 1996-97. Il y a eu 16.000 morts à l'époque et autant de personnes qui en ont gardé de graves séquelles.

Pour un cataclysme qui est prévisible depuis longtemps, ces

pays sahéliens manquent de vaccins et cela crée une situation inquiétante. Selon l'OMS toujours, les stocks actuels ne seront pas en mesure de répondre aux besoins. En plus le vent du désert portant loin l'épidémie vers des pays éloignés du Sahel, on signale des cas d'épidémie au Bénin et à la république Centrafricaine.

Dans les pays sahéliens ainsi que dans la plupart des pays sous-développés, il manque de tout. Il n'y a pas assez d'hôpitaux, ni de médicaments, vaccins, médecins et infirmiers. Les hommes au pouvoir, les classes privilégiées ne s'en préoccupent pas. Eux, ils sont bien nourris et ont les moyens de se faire soigner. La vie de la majorité de la population sur le dos de laquelle ils vivent, cela ne les intéressent pas. En plus les classes pauvres subissent les effets de la crise qui frappent tous les pays. Le niveau de vie, déjà minable dans ces pays, a baissé depuis quelques années. Lorsque des cataclysmes telle que l'épidémie de méningite survient, les conséquences sont désastreuses pour les pauvres.

Alors dans cette situation on ne doit pas attribuer la responsabilité seulement au cataclysme naturel, les hommes au pouvoir ne font rien pour y remédier. Loin de là ils ne pensent qu'à dilapider les caisses de l'Etat, voler les richesses du pays avec la complicité bienveillante des Etats capitalistes. Tous ces exploiters et ces parasites, il faudra un jour les balayer de cette planète.

IL Y A 130 ANS**LA COMMUNE DE PARIS**

Pour la première fois dans l'histoire en 1871, face au pouvoir des possédants se dressait un nouveau pouvoir incarnant les espoirs et la volonté des masses laborieuses. Le premier Etat ouvrier faisait flotter sur les toits de l'Hôtel de ville de Paris, face au monde bourgeois, le drapeau rouge de la révolution sociale. La Commune n'a vécu que deux mois et demi. Mais le sang de ses martyrs n'aura pas coulé en vain car leur exemple a servi à former des combattants du socialisme.

Le mouvement ouvrier à la veille de la Commune

Malgré l'essor sans précédent de la bourgeoisie, la France restait à l'époque socialement un pays de petits artisans, de petits patrons et surtout de paysans. A Paris 7,4% des patrons seulement avaient plus de 10 ouvriers. La classe ouvrière bien que jeune était riche des expériences des luttes du passé.

En février 1848 elle s'était battue derrière d'autres forces sociales contre la monarchie.

Quelques mois plus tard en juin lorsque les ouvriers étaient à nouveau descendus dans la rue, car ils s'étaient aperçus que la révolution à laquelle ils avaient contribué n'avait pas réalisé leurs espoirs. La bourgeoisie républicaine, celle-là même qui disait la veille être son amie, n'hésita pas à se retourner contre eux cette fois avec une violence et une barbarie sans précédent. "La révolution est morte, vive la révolution" s'écriait Marx. En effet, cette sanglante défaite était aussi la plus grande leçon politique que le prolétariat reçut.

La fin de l'empire et la guerre de 1870

L'empereur Napoléon III s'était mis en guerre contre Bismark dirigeant de la Prusse. Il

s'agissait pour lui de rétablir à travers cette guerre son autorité qui s'effritait. Pour Bismark c'était l'occasion d'achever l'unité de l'Allemagne sous l'autorité du roi de Prusse. L'armée française fut battue et Napoléon III prisonnier de Bismark. Cette défaite crée une crise révolutionnaire en septembre 1870 aboutissant à la Commune de Paris en mars 1871. Dans la ville de Paris assiégée par les Prussiens, la famine faisait rage et la situation économique était catastrophique. Malgré cela les ouvriers mais aussi les petits bourgeois pauvres rentraient volontairement en masse dans la "Garde Nationale" pour préparer la défense de Paris. Des bataillons entiers de cette garde défilaient dans les rues et mettaient en place leur fédération ainsi qu'un "Comité Central" éligible et révocable à tout moment. Forte de plus de 200 000 hommes, armée de 450 000 fusils et de 2000 canons, la Garde représentait véritablement le peuple en armes. Ce "petit peuple de Paris s'élançait à l'assaut du ciel" (Marx).

La journée des canons

Le désarmement de Paris était une nécessité pour la bourgeoisie. Le gouvernement qui s'était enfui à Versailles, confia à Thiers le soin de reprendre cette artillerie par la force. Les troupes de Thiers sortirent de leurs casernes et tentèrent dans la nuit de 17 au 18 mars de s'emparer des canons parkés à Montmartre, un quartier ouvrier de Paris. Au petit matin la population a accouru de partout, les femmes en tête. Elles commençaient à exhorter les soldats, les interpellant et leur reprochant l'indignité de leurs actes. Les soldats levèrent la crosse et basculèrent dans le camps des insurgés. Les travailleurs de la capitale étaient en armes. Ils avaient pris conscience de leur force et de l'antagonisme insurmon-

table qui les opposait aux hommes du gouvernement bourgeois.

Le Comité Central et la Commune

Du fait que le gouvernement et l'administration avaient abandonné Paris, le Comité Central de la Garde Nationale se trouva obligé de gouverner la ville. Après bien des hésitations et à l'instigation de ses membres les plus énergiques et les plus conscients, il accepta de siéger à l'Hôtel de Ville mais seulement jusqu'à l'organisation des élections communales. Elles eurent lieu le 28 mars. Les quartiers populaires votèrent en majorité pour les militants qui s'étaient fait connaître dans la lutte. Sur 90 élus il y avait 25 ouvriers dont 13 appartenaient à l'Internationale (AIT). Les blanquistes étaient une douzaine. Il y avait aussi une majorité disparate de jacobins et de "révolutionnaires indépendants" ainsi que des proudhoniens. Certains membres du Comité Central sont également élus à la Commune. Le CC formait cependant une sorte de pouvoir parallèle. Malgré l'état de guerre (Paris était à la fois menacée par les armées de Bismark et par celles de Thiers) la Commune prit une série de mesures destinées à améliorer immédiatement les conditions d'existence des travailleurs. C'est ainsi que les salaires furent augmentés pour ceux qui étaient mal payés. L'horaire de travail légal fut limité à huit heures. Le travail des enfants était interdit ainsi que celui de nuit pour les femmes. De façon générale, dans les conflits opposant les bourgeois et les prolétaires, la Commune prenait systématiquement le parti des ouvriers. Un des premiers décrets de la Commune fut la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. Les fonctionnaires devaient être élus par le peuple et révocables; leurs salaires ne devaient pas excéder ceux des ouvriers.

Des lacunes

Lorsque l'armée bourgeoise

désorganisée s'enfuyait piteusement de Paris, la Commune n'a pas su lui porter un coup fatal. Elle n'a pas su non plus appeler les travailleurs à dresser les soldats contre leurs officiers.

La Commune ne toucha pas à l'argent de la haute finance stocké sous forme de lingots d'or dans les caves de la Banque de France. Elle ne fit qu'y envoyer un émissaire. Celui-ci n'a obtenu auprès du banquier que des sommes dérisoires alors que l'argent faisait cruellement défaut à la Commune. Les Versaillais quant à eux obtenaient de la même banque infiniment plus pour combattre Paris.

La répression

Le 21 mai l'armée versaillaise entra dans la capitale. La bataille a duré une semaine: la "semaine sanglante". Les derniers combats se sont déroulés au cimetière du Père Lachaise. La vengeance des Versaillais fut terrible. La plupart des fédérés pris les armes à la main ou dont les doigts portaient une trace de poudre furent fusillés sans jugement. Le chiffre des fusillés atteint sans doute 30 000. Les Versaillais ont écrasé la Commune.

L'aube de la révolution socialiste mondiale

La Commune de Paris s'inscrit dans le prolongement de toutes les luttes qui au cours des siècles dressèrent les exploités contre leurs exploités. Mais la Commune fut bien plus que cela: Elle fut la preuve qu'il est possible d'en finir avec la vieille société. Elle fut la preuve que le socialisme n'est pas une utopie mais la seule alternative possible à la barbarie capitaliste.

Eugène Pottier, un communard, composa en juin 1871 ce chant qui va devenir l'hymne des socialistes et des communistes, "l'Internationale". La Commune est morte mais son message est encore vivant dans le cœur et la conscience des prolétaires du monde entier.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.